

Le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE
ORGANE FÉDÉRAL DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10^e — C.C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10^e)

49. Année

5. Série

No. 5

Bolchevisme - Ne peut être mis en vente

Mai 1945.

Vive le 1^{er} Mai « lutte de classe »

1^{er} Mai : Jour de revendications et de lutte

Au moment où les mandarins du syndicalisme se préparent à saboter le premier mai, il est bon de rappeler aux jeunes camarades l'origine de ce jour de lutte et de revendications ouvrières contre leurs exploiters.

La propagande pour la journée de huit heures fut le point de départ des événements de Chicago. On peut dater de 1832, année où se déclencha une grève en faveur de la journée de dix heures, le début du mouvement. Mais ce ne fut que le 20 août 1866, au congrès de Baltimore, que les travailleurs abandonnèrent les partis bourgeois pour créer le parti ouvrier, et une de leurs premières revendications fut la diminution des heures de travail ; ce ne fut qu'en 1884 que la Fédération des Travailleurs des Etats-Unis et du Canada décida de faire la première grève pour obtenir la journée de huit heures.

Le premier mai 1885, sur 110.000 ouvriers qui se mirent en grève, plus de la moitié obtinrent une réduction de la journée de travail ; quant aux autres, ils se virent accorder des avantages appréciables. Ce fut, ensuite, la tragédie de Chicago où le capitalisme américain montra sa férocité.

Le 16 février 1887, un conflit s'étant élevé dans l'usine Mac Cormick, laissant 1.200 ouvriers sans aucune ressource, une réunion eut lieu. Les camarades Parsons et Schwab protestèrent tout d'abord contre la venue de 400 policiers armés et de 300 policiers privés, armés également ; dès lors, tous les jours, il y eut des collisions entre les « défenseurs de l'ordre » et les travailleurs.

Le 3 mai, les ouvriers rassemblés devant l'usine Mac Cormick furent mitraillés à bout portant par l'ignoble police privée, et ceci sans raison aucune. Le lendemain de ce massacre, les camarades Parsons et Spies publièrent dans leur journal l'appel suivant :

« La guerre de classe est commencée ; des ouvriers ont été fusillés devant l'établissement Mac Cormick, leur sang crie : Vengeance ! Le doute n'est plus possible : les bêtes fauves qui nous gouvernent sont avides du sang des travailleurs, mais ceux-ci ne sont pas du bétail d'abattoir ; à la terreur blanche nous répondrons par la terreur rouge. Mieux vaut mourir que vivre dans la misère !

« Puisqu'on nous mitraille, répondons de manière que nos maîtres en gardent longtemps le souvenir. La situation nous fait un devoir de prendre les armes ! Hier soir, pendant que les femmes et les enfants pleuraient leurs maris et leurs pères tombés sous les balles des assassins, les riches emplissaient leurs verres à la santé des bandits de l'ordre social. Séchez vos larmes, femmes et enfants ! Esclaves, haut les cœurs ! Vive l'insurrection ! »

Le jour suivant, 15.000 ouvriers se rendirent au meeting de protestation sur la place de Hay Market. Au moment où il prenait fin, une bombe tomba au milieu de la police, tuant sept gendarmes et en blessant une soixantaine. Ensuite, la bataille s'engagea entre les policiers et le peuple ; mais la lutte était inégale et, une fois de plus, les ouvriers durent céder devant les chiens de garde du capital. Les autorités prirent prétexte des gendarmes tués pour arrêter les camarades les plus connus du mouvement ouvrier et ce fut le jugement inique. Les compagnons : Auguste Spies, Samuel Fielden, Michel Schwab, Louis Lingg, Adolphe Fischer, Georges Engel, Albert Parsons, furent condamnés à être pendus sur une place publique, et Oscar Neebe à quinze ans de pénitencier.

(Lire la suite page 4)

En cette fin de guerre, qui ne lui fait pas oublier que le brigandage officiel représenté par le capitalisme et l'Etat continue, le Mouvement libertaire tient à souligner toute la signification historique et révolutionnaire du premier mai.

Cette date anniversaire, illustrant les exploits des plus authentiques pionniers tombés pour la Révolution, n'est pas un jour de fête, mais un jour de lutte. Ce jour de grève, c'est plus qu'une tradition, c'est un espoir. Il symbolise les efforts d'une multitude spoliée et méprisée, tendant vers un avenir meilleur, vers un monde nouveau prêt à se substituer à une société criminelle et périmée.

Dès avant cette guerre, les partis politiques n'ont pas manqué d'en tirer tout le bénéfice possible en lui enlevant son caractère revendicatif et en tentant de se l'approprier. Mais ce n'est pas des faits politiques qu'il évoque, et c'est aux seuls travailleurs qu'il appartient de droit. Ses instigateurs, les martyrs de Chicago — militants authentiques de l'époque — opposaient déjà à l'action néfaste des politiciens la lutte révolutionnaire dans sa forme la plus directe. Et, loin de s'attirer les complaisances du Pouvoir, ils entraînaient en conflit ouvert avec la police, éternelle servante des privilégiés.

Cependant, le Bureau de la C.G.T. avait décidé que, cette année, pour ne pas « ralentir » la production de guerre rendue nécessaire par l'écrasement définitif du nazisme, le premier mai ne serait pas chômé !

Ainsi, les dirigeants confédéraux invitaient le peuple à ne pas cesser le travail ce jour-là pour que le militarisme, dont il subit toujours les mauvais coups, soit plus fort que jamais, pour que la police, elle, ne chôme pas. Ces néo-syndicalistes ne veulent pas que l'armature du régime faiblisse. Mais la voix populaire, quand elle veut être entendue, est plus puissante que le verbe des plus grands tribuns, et ses échos retentissent au point que les mots d'ordre les mieux diffusés ne sont pas suivis.

En effet, dans leur grande majorité, les syndicats, groupements de base des travailleurs, et les travailleurs sur les lieux du travail même se sont prononcés CONTRE la décision confédérale et ont décidé que, passant outre, ils feront grève le premier mai. Si bien que le Bureau confédéral a dû revenir sur sa décision pour ne pas être désavouée par une masse syndiquée qu'il prétend représenter.

La classe ouvrière vient par là de montrer la conscience qu'elle a de son rôle, en même temps qu'elle donne une preuve de combativité.

Et avec elle nous disons :
Pour la destruction du capitalisme !
Pour la disparition de l'Etat, diviseur des peuples !
A bas toutes les dictatures !
Pour la Révolution sociale !
Vive le Premier Mai de lutte !

« Le LIBERTAIRE ».

NOUVEAUX ASPECTS de la question d'Orient

La dénonciation du pacte d'amitié turco-soviétique ainsi que le voyage de Tito auprès de Staline remettent en vedette toute la question d'Orient. En effet, il s'agit pour les nouvelles dictatures qui dirigent le monde, et dont les hommes politiques ne sont que les exécutants, de prendre position dès maintenant. Disons-le tout net : les peuples à qui l'on a montré l'idéologie de l'espace vital ou de la défense des libertés sont trompés tous au même titre, à savoir qu'il n'y a pas une forme de dictature mauvaise et une autre meilleure, mais qu'il n'y a qu'une dictature, celle de la matière contre l'homme, alors qu'on admettait que l'homme devait asservir la matière pour son bien-être futur. Demain ce seront les détenteurs de la matière qui asserviront les moins bien partagés dans ce domaine, dictature économique à formes diverses et dans lesquelles le capitalisme libéral perd de plus en plus son influence pour faire place au capitalisme d'Etat. En attendant pour leur liberté contre le cancer hitlérien, les peuples attachés au char du capitalisme ont été mis dans l'obligation pour sauver l'une de sauver l'autre aussi. C'est là que se trouve le drame et, devant une nouvelle formule de capitalisme, de nouvelles conceptions de lutte devront être édifiées. C'est en 1833 que la Turquie, écrasée par l'Egypte, fit appel à la Russie, laquelle défendit Constantinople où elle pensait bien s'installer définitivement. Le traité d'Unkjar-Skelessi engageait la Turquie à fermer les Détroits à tous les navires étrangers et la mer Noire devenait un bastion inquiétant pour l'Angleterre. La Convention des Détroits en 1841 donnait toute souveraineté à la Turquie, mais interdisait le passage à tout navire de guerre sans exception. La Russie perdait donc le bénéfice du traité de 1833. Nicolas I^{er}, après des démarches tortueuses auprès de l'Angleterre, qui le laissa s'engager pour mieux le combattre, vit se dresser devant lui la France, qui, en plus des questions territoriales, était entraînée par la question des Lieux Saints, chers à l'Eglise. Le traité de Paris de 1856, à la suite de la guerre de Crimée, réglait la neutralisation de la mer Noire, interdisait désormais à tous navires de guerre, même des puissances riveraines. Les petites principautés danubiennes prenaient leur naissance à cette date. En 1871, la conférence de Londres ratifia la dénonciation faite par la Russie de la clause de neutralisation de la mer Noire du traité de Paris de 1856 ; en même temps la politique russe prenait nettement position en vue du démembrement de l'empire turc et, en 1877-78, le panslavisme s'étend d'une façon inquiétante ; le traité de San-Stefano fait apparaître, créé sous la tutelle russe, la grande Bulgarie. Au traité de Berlin, nouveau remaniement territorial : la Bosnie-Herzégovine passe entre les mains des Autrichiens, faisant de ces derniers une puissance balkanique qui, tôt ou tard, se trouverait face à face avec la Russie. On sait que de ce guépier est née la guerre de 1914, celle que par modestie on a appelée la der-des-der. En 1926, à Montreux, l'U.R.S.S., par la voix de Litvinov, avait tenté d'introduire un droit absolu à la mer Noire pour les Etats riverains, ce qui excluait les puissances maritimes occidentales. A l'appui de sa thèse il démontrait la nécessité d'une liaison entre les chantiers navals de la mer Noire et les ports militaires de la Baltique susceptibles d'être l'objet d'une attaque allemande ou les ports russes d'Asie en but à une attaque possible des Japonais. Or, une mer fermée ne pouvait en rien servir la Russie si les bateaux de la mer Noire étaient dans l'impossibilité de rallier les bords de la Baltique ou du Pacifique. La confé-

Souvenir de Camillo Berneri

Il y aura huit ans, le 6 mai, que, en 1937, sur les ramblas de Barcelone, la Croix-Rouge ramassait le corps meurtri de Camillo Berneri. Arrêté l'avant-veille, à son domicile, par de soi-disant policiers, il avait été lâchement assassiné.

C'était l'homme, l'anarchiste militant, le directeur de « Guerra di classe » qui tombait sous les balles de ces fanatiques que l'on se plaît encore à nommer « nos frères ennemis ». Il était une victime, parmi tant d'autres, de ces « journées de mai » où se montrèrent si tristement les méthodes employées par ce parti qui prétend, seul, posséder la vérité révolutionnaire.

Mais c'était surtout le milicien de la Révolution espagnole, le combattant lucide de la révolution sociale un des plus purs et des meilleurs que l'on avait voulu supprimer. Tout, en effet, désignait Berneri aux coups de ses bourreaux : sa vie militante, sa « personnalité », son activité sans compromission, sa lucidité. Celle-ci éclate dans ses articles de « Guerra di classe » où, depuis six mois, il dénonçait en même temps que les manœuvres des méthodes et les buts du parti dont il fut la victime, les concessions faites aux secteurs antirévolutionnaires — à la cinquième colonne — les entreprises politiciennes des « démocrates » camouflés la politique de faiblesse faite des ministres socialistes qui devaient aboutir à l'attaque de la « Telefonía » et à ces journées de mai.

Il y dénonçait encore le travail des consuls italiens établis en Espagne et au Maroc à la veille de la révolte de Franco, travail dont on peut voir l'agencement et l'efficacité dans son livre « Mussolini à la conquête des Baléares ».

Relisant aujourd'hui ces articles, réunis en brochure sous le titre « Guerre de classe en Espagne » et, entre autres, la « Lettre ouverte à la camarade Frederica Montseny », — « Attention ! Tourment dangereux », — « Entre la guerre et la révolution », — « La sagesse d'un proverbe », nous sommes étonnés de la vérité et de la lucidité des constatations et des vues qu'ils contiennent, dont certaines sont d'une hallucinante actualité. Mais, ce dont nous ne sommes pas surpris, par contre, c'est qu'elles n'aient pas été entendues au moment où elles paraissent et où elles avaient une valeur immédiate.

Ecoutons Berneri :

« Le prolétariat français et le prolétariat anglais ne feront rien en faveur du prolétariat espagnol. Il est inutile de nous faire des illusions. Il serait malhonnête de nous en faire.

Et ceci :
« Déjà aujourd'hui, l'Espagne est entre deux feux : Burgos et Moscou.

Et ceci encore :
« L'ombre de Noske se dessine. Le fascisme monarchiste-catholique-traditionnel n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution. Il faut s'en souvenir. Il faut le dire. Il ne faut pas se prêter aux manœuvres de cette grande « Cinquième Colonne » dont six ans de République espagnole ont démontré la vitalité tenace et le redoutable mimétisme. »

Nous pourrions multiplier les citations de cette dernière période de son existence. Nous pourrions aussi tirer des « Pensieri e Battaglie », de sa biographie, des brochures qu'il publia, d'autres textes qui illustreraient la vie de nomade que fut la sienne depuis son départ d'Italie, pourchassé qu'il était par toutes les polices, fascistes comme démocrate, toujours sous l'effet d'un mandat d'arrêt ou d'un arrêté d'expulsion. Nous pourrions aussi rappeler l'influence que Berneri, par sa collaboration importante à la presse libertaire et sa publication de nombreuses brochures, avait acquise en France. Tout cela ne ferait que renforcer notre certitude que le mouvement libertaire mondial a perdu en lui, en pleine maturité des idées, un militant indispensable, irremplaçable. Nous ne lui appliquerons pas davantage les épithètes de voyant ou de prophète, bien galvaudées, mais nous dirons que ses vues étaient prophétiques.

Relisons donc les textes dans lesquels il les développa, aujourd'hui où, dans la leur de la « victoire des démocraties sur le fascisme », les nuages et les tempêtes s'accroissent sur les masses mobilisées, caporalisées, assujetties à tant d'intérêts qui ne sont pas les leurs. Et, les ayant lus ou relus, faisons-en notre profit, car ce sont des préceptes d'action, dans notre lutte contre nos ennemis de tous bords : contre les endormeurs, contre le fascisme, contre le capitalisme, contre l'Etat.



Problèmes Essentiels

Les prisonniers rentrent...

Voici que viennent de s'ouvrir, grâce aux formidables avances russes et américaines, les portes de quelques camps. Voici que, par terre, par mer ou par avion, les prisonniers rentrent à un rythme imprévu. Ils arrivent en masses si importantes que les centres d'accueil frontaliers ont été dans l'incapacité, à cause de l'insuffisance des moyens de transport ferroviaires, de les répartir en convois par distinction d'origine et que les rapatriés sont presque tous dirigés sur Paris, devenu ainsi centre de transit. Le problème de l'accueil des prisonniers, de leur nourriture, de leur hébergement a donc pris, subitement, une importance formidable et ce n'est pas médire que d'affirmer à quel point les services prévus se sont trouvés débordés.

Dans la séance de l'Assemblée municipale de la Ville de Paris, du 29 mars 1945, M. Raymond Bossus, rapporteur d'une proposition de la Commission mixte des prisonniers, se plaint de la carence du Ministère des Prisonniers et des autorités officielles départementales qui devaient prendre en charge la réception des rapatriés. Il souligne le fait que le Ministère incriminé dispose de fonds — 23 milliards — mais que « pas un sou » n'a été alloué aux municipalités de Paris et de banlieue. Il trouve cet état de choses d'autant plus scandaleux que ce sont des organisations privées, la plupart issues de la générosité du peuple de Paris, des « personnes bénévoles », des « travailleurs qui prennent sur leur repos le temps nécessaire », qui assurent en partie les collectes d'argent, de vivres, de denrées distribués aux arrivants (dans le 20^e arrondissement, des pâtes, des pommes de terre, du vin, 199.605 fr., ont été recueillis, témoignant de la solidarité populaire) et l'organisation de nombreux centres d'accueil. Depuis, la situation s'est améliorée, avec l'aménagement du grand hall de la gare d'Orsay ; mais soulignons que c'est sous la plus pressante nécessité, dans une atmosphère d'extrême urgence, grâce au dévouement de 400 ouvriers dont certains ont accompli des journées de travail de 15 heures consécutives. (Mme Lefaucheux, Assemblée départementale du 10 avril 1945.)

Le directeur départemental des prisonniers et déportés, alléguant que les organisations privées sont « les plus capables de créer l'ambiance de camaraderie nécessaire », essaie bien de se disculper ; l'importance de l'accueil réservé à ceux qu'il nomme « nos chers absents » ne lui échappe pas ; c'est, dit-il, une question de confiance ou de méfiance à l'égard du gouvernement de la République française et une question d'importance sociale et nationale.

Et qu'appelle-t-il créer un « climat de confiance » ? C'est la présence du ministre ou de son représentant à l'arrivée du train (il ne nous dit pas que le train stationne parfois à quelques centaines de mètres de la gare jusqu'à l'arrivée de la voiture officielle !). Ce sont les honneurs rendus (quelle que soit l'heure, de jour et de nuit, quel que soit le retard imprévu du train) et codifiés, s'il vous plaît : un piquet de troupe pour 50 rapatriés, « Marseillaise » pour plus de 100 hommes, transport aux centres d'accueil et la triple formalité des contrôles d'identité, médical et financier, puis remise à chacun de tabac, cigarettes, 1.000 fr., et colis de 3 kgs.

L'aide matérielle, immédiate, est une face importante de la question, mais ce n'est pas le côté essentiel.

Nous voyons déjà (et d'aveu officiel !) qu'elle n'est pas exempte de calcul politique. Outre que les mesures prises sont de réalisation imparfaite, qu'elles ont été et sont encore, dans certains cas, une charge et un effort pour une fraction générale, mais pauvre et déprimée, de la population, elles sont des mesures de sagesse méfiante, de prudence, de préservation patriotique, sanitaire, financière, et ne sauraient donc engager l'attitude à venir, ni la reconnaissance des rapatriés. Ce n'est pas être cynique que de le souligner au passage et de replacer les faits et gestes du gouvernement et des administrations sur leur vrai terrain, qui n'est pas celui du sentiment.

M. Bossus réclame « quelque chose de plus substantiel, de plus réel, de plus pratique, que les cérémonies d'accueil ». Les nommer ainsi, c'est dire assez qu'elles n'accompagnent pas bien loin le rapatrié sur le chemin de son retour à la vie normale. C'est approcher du fond de cette question, qui est avant tout d'ordre psychologique et humain. M. Turpin de Moré, lui aussi, fait allusion à sa portée morale quand il rappelle à l'Assemblée municipale sa responsabilité engagée, non seulement devant la nation, mais devant l'histoire. « Nous sommes comptables, dit-il, vis-à-vis de nos consciences. »

Les prisonniers rentrent, après avoir souffert physiquement et moralement, après avoir vécu sous le signe de l'attente, avec une psychologie particulière aux camps, à mi-chemin entre le passé et l'avenir. Nous, libertaires, passionnés de notre idéal, qui lutons, souffrons pour que l'humanité soit libérée de toutes les prisons, nous compatissons aux souffrances qu'ils ont endurées derrière les barbelés et voudrions les voir s'engager dans la voie d'une libération plus totale. Or, de cruelles désillusions les attendent dans ce domaine. Ils ont d'avance idéalisé leur retour et, pourtant, ils vont se trouver aux prises avec une réalité qui ne fut jamais si dure : des morts, des ruines, des vieillissements, des changements dans les situations, les idées, les sentiments. Au lieu de reprendre une ancienne place dans un monde familier, ils devront s'adapter à un monde qui les étonne, s'y intégrer économiquement, politiquement, socialement. Dès la frontière, ils s'étonnent des prix du vin, des vêtements, des tarifs de chemin de fer, des destructions, du rationnement. Ils apprennent déjà qu'ils ne seront remboursés de leurs marks que jusqu'à concurrence de 2.000 fr. Sans doute l'inquiétude les saisira-t-elle bientôt, et c'est alors que, déprimés, ils pourront devenir la proie des propagandes politiciennes. Puissent-ils alors se rappeler que, s'ils sont aujourd'hui à l'honneur, ils furent en juin 40 une masse bernée, insoumise pour sa lâcheté, bien qu'elle fût offerte avec ses vieux fusils aux tanks et aux avions d'Hitler.

Puissent-ils avoir l'horreur des troupeaux humains et de la guerre.

Puissent-ils avoir compris l'origine de leurs souffrances, compris qu'Hitler ne fut qu'un épouvantail épisodique, que le vrai fléau est le capitalisme mondial.

Puissent-ils se rendre compte que malgré les attentions dont ils sont l'objet, ils reprennent leur place dans une classe encore asservie et que, seule, la révolte courageuse des opprimés du monde entier évitera à leurs enfants la tragédie qui a broyé leur vie.

A UN REVENANT

Alors, mon gars, te voilà revenu ! T'as pas l'air en mauvaise santé, on peut même dire que t'as bonne mine. Oui, je sais, tu as bien maigri ; mais tu es là, c'est le principal.

Oh ! il y a du changement ici. Tout de même, ça sent-il bon la France.

Tu es hébété, bien sûr ! Tu te remétras dans l'ambiance. Et puis, l'avenir est si beau ; maintenant, tous les Français sont frères.

A quoi pensais-tu là-bas, dans ton stalag ?

A une vie pleine de félicité, sans doute, avec du pain, la paix et la liberté !

Tu n'auras qu'à foutre un papier dans une urne et ton rêve se réalisera, c'est automatique.

Ensuite, mon gars, il faudra regagner l'atelier, attaquer le boulot et redoubler d'autant d'efforts que tu auras perdu la main ; car les patrons n'aiment pas cela.

Maintenant, un bon conseil. N'ennuie pas trop les gens avec le récit de tes malheurs ; car tous les Français ici ont souffert la main dans la main.

Oh ! ce n'est pas tellement les ouvriers, parce qu'ils avaient leurs salaires. Ni les fonctionnaires, qui ont un traitement de nabab maintenant.

Les sinistrés, oui, peut-être, quoiqu'ils aient reçu de fortes indemnités, se montant jusqu'à des 500 francs, plus de vieux sommiers hors d'usage.

Si tu veux voir la misère, va plutôt un matin vers l'avenue du Bois. Elles sont toujours là, les deux cents familles ; mais combien fauchées ! La preuve, ils ont des chapeaux cloche et ils s'offrent un tapage qui doit être un abominable supplice sur des chevaux sans doute impropres à la consommation ou à un travail collectif. Sois bien assuré que s'ils font de l'équitation, c'est qu'ils n'ont pas trouvé de vélo, que s'ils ne vont pas à pied, c'est parce que leurs bottes doivent être éculées, et que, sans doute, ne sont-ils plus assez riches pour prendre le métro.

A part ça, mon gars, bonne chance. Il faut sans tarder refaire une armature à la France. J'espère qu'on peut compter sur toi.

LE THÉÂTRE

DANTON

de R. ROLLAND, au Palais de Chaillot.

Deux caractères, deux philosophies de la vie se heurtent. Laquelle des deux l'emportera ? Nous savons bien aujourd'hui que Robespierre l'emporta sur Danton : victoire bien éphémère puisque quelques mois après Danton, Robespierre montait, à son tour, sur la guillotine.

Pierre Aldebert nous convie à assister au choc de ces deux philosophies en nous présentant « Danton », de Romain Rolland, au Palais de Chaillot.

Danton, brutal et exubérant, se fait l'apologiste de la vie facile. Il s'attaque, dans une forme extrêmement riche, aux méfaits de l'intelligence pure. Il dénonce l'idéalisme intellectuel non basé sur la connaissance d'« être une brute qui ne demande qu'à aimer les autres pour qu'on lui laisse une chose au soleil ». Il connaît sa popularité et en joue ; il la mettra dans la balance, dans sa lutte contre Robespierre. Mais il sait aussi les mouvements et les pensées des foules. « L'opinion est une putain », dit-il.

Camille Desmoulins, plein d'enthousiasme et de passion, le pousse à l'action et trop légèrement, par la parole et ses articles de journaux, contribuera à le faire condamner.

Robespierre, vivant une existence presque recluse, dans une petite chambre chez les Duplay, ne croit à la réalisation de la Révolution que dans la mesure où chacun saura se priver et tendre tout son être vers la vertu. La vie ascétique lui

semble être l'état normal de l'homme de gouvernement. Dans son renoncement, il est porté à soupçonner et à condamner tous ceux qui mènent une vie plus large. Ne veulent-ils pas les biens de la nation en guerre ? Faut-il se défier même de ses amis ? Le désespoir de Robespierre l'abat, mais pour quelques instants seulement. Il se relève, il voit la vérité ; il condamnera tous les ennemis de la Révolution, conscients ou inconscients, même ses amis. Saint-Just l'aide et le soutient dans cette voie : « S'il fallait te détruire pour que vive la Révolution, Robespierre, dit Saint-Just, je te détruirais sans pitié. »

Danton, en prêchant la clémence, a eu raison, car on ne fonde pas une société viable sur les vengeances ; et trop souvent les haines personnelles causent la mort des révolutions. Mais Robespierre, l'Incorruptible, est au-dessus de la haine : il est « le justicier ».

Alexandre Rignault, dans le rôle de Danton, est imposant et « meublant » à souhait, mais il fanfaronne un peu trop. Michel Bouquet, dans celui de Robespierre, est le plus impressionnant acteur de la troupe. Dans une diction impeccable, il parle sèchement avec, dans la voix, une ardeur contenue et tellement prenante qu'on ne peut plus s'imaginer un Robespierre autre que celui qu'il incarne ; Gaston Girard (Desmoulins) remue trop ; J.-C. Michel (Saint-Just) est trop mou.

Service de Librairie

S. Faure : Réponse aux paroles d'une croyante ; Douze preuves de l'inexistence de Dieu ; Les crimes de Dieu ; La question sociale ; L'orateur populaire ; Propos d'éducateur. — Max Nestlau : La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière ; Francisco Ferrer, anarchiste. — Cl. Albert : Patrie, guerre, caserne. — E. Goldmann : La tragédie de l'émancipation féminine. — D^{me} Pelletier : Le droit au travail pour les femmes ; Dépopulation et civilisation. — Pietro Gori : Les procès anarchistes (défense faite par Pietro Gori devant le tribunal de guerre). — E. Reclus : L'Anarchie et l'Eglise ; Education, Révolution. — Neyre : Une conscience pendant la guerre. — P. Besnard : La responsabilité ; Problèmes d'Espagne.

Les libertaires et le problème social

Cette copieuse plaquette résume clairement les conceptions libertaires relatives aux problèmes économiques et sociaux, et répond aux questions que se posent à notre sujet les non avertis de ce que nous voulons.

Sa parution ayant été précédemment annoncée, elle est maintenant parue. Cette première édition, qui est vendue 10 fr., est entièrement absorbée par les commandes, qui sont expédiées ou en voie de l'être.

Une nouvelle édition sort ces jours-ci et sera mise en vente à dater du 2 mai. Son prix sera de 15 fr. l'exemplaire.

Nous espérons que pour les éditions suivantes les frais généraux, les frais généraux auront baissé, il nous sera possible de revenir à un prix de vente moins élevé.

Pour toute demande, s'adresser au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris (10^e), C.C.P. Rachel Lantier, 4.172.85, Paris, en envoyant 17 fr. (2 fr. pour frais d'expédition). Sur demande, envoi contre remboursement.

SUR LES ELECTIONS

Le Mouvement libertaire vient de faire tirer un travail (à la ronéo, mais de très bonne présentation) sur « Les Elections ». Cette étude, qui se différencie nettement de tout ce qui avait été fait jusqu'à maintenant sur ce sujet, constitue une argumentation solide et unique contre l'électoratisme. Elle est mise en vente au prix de 10 fr.

Pour toute commande, écrire au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris (10^e), C.C.P. Louis Haas, 3585-80 Paris, en envoyant 12 fr. (2 fr. pour frais d'expédition). Sur demande, envoi contre remboursement.

Pour prendre note

Nous prions nos camarades (cela pour faciliter notre comptabilité) de respecter la distribution des C.C.P. :

Fédération Nationale, Entr'aide : Laurent C.C.P. 589-76, 145, quai de Valmy, Paris (10^e) ; Libertaire-Lien-Haas C.C.P. 3585-80, même adresse ; Maison d'édition, Rachel Lantier C.C.P. 4-172-85, même adresse.

Nous demandons à nos amis de bien vouloir noter au dos des mandats ou chèques la destination des fonds qu'ils nous adressent.

Centre de formation sociale

Nous informons les militants et sympathisants qu'un Centre de formation sociale (Cours du propagandiste) fonctionne et que ses séances ont lieu tous les jeudis, à 20 h. 30.

Il est ouvert à tous ceux qui veulent suivre ses cours : soit pour s'informer, se documenter sur nos conceptions sociales, économiques et philosophiques, soit pour se former en tant que militant.

Tous nos renseignements et inscriptions, écrire au Mouvement Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

En vue du Congrès

Le Congrès national du Mouvement libertaire devant se tenir dans le courant de l'été 1945, le Bulletin intérieur, « Le Lien », n° 3 (nouvelle série), est presque exclusivement réservé à sa préparation.

Dans un but d'information, et afin que le congrès soit vraiment la consécration du rassemblement de tous les libertaires — à quelque tendance qu'ils appartiennent —, ce numéro est diffusé largement et est expédié aux militants qui en font la demande, même s'ils ne sont pas encore effectivement membres actifs de notre organisation. Son prix est de 15 fr. Pour le recevoir, écrire à Louis Haas (au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris (10^e), C.C.P. 3585-80 Paris, en envoyant 17 fr. (frais d'expédition compris). Sur demande, envoi contre remboursement.

A NOS LECTEURS

Notre journal ne vivant que de sa vente et de ses rentrées, nos camarades des groupes de province qui diffusent le « Libertaire » et reçoivent celui-ci globalement sont instamment priés de nous régler les numéros reçus. Une somme totale de 20.000 fr. est due par suite des retards apportés à ces règlements.

L'augmentation récente des frais généraux nous met, à notre grand regret, dans l'obligation de porter l'abonnement de 24 numéros à 110 fr. et de 12 numéros à 60 fr.

Il est recommandé à nos correspondants qui nous envoient des fonds de se servir, pour le « Libertaire », du C.C.P. Haas 3585-80, 145, quai de Valmy, Paris (10^e), et de bien indiquer au verso du chèque la destination des sommes ainsi versées.

NE JETEZ PAS « LE LIBERTAIRE » FAITES-LE CONNAITRE

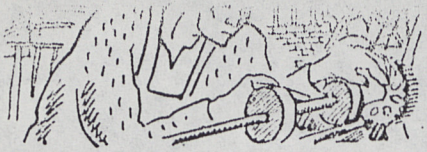
MOUVEMENT LIBERTAIRE

Les lecteurs et sympathisants du Libertaire sont invités à assister à la Conférence organisée par le Groupe Libertaire d'Argenteuil, qui aura lieu **Salle Berbigier, le Samedi 5 Mai, à 20 h., 79, rue de Saint-Germain, à Argenteuil (S.-et-O.).**

Sujets traités :

Historique de l'Association Internationale des travailleurs. Notre point de vue sur les élections.

Et, par là, il prend place, avec Kropotkine, Bakounine, Stirner, etc., parmi les initiateurs de notre idéal.



LE SYNDICALISME



A la recherche DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE (Suite)

Le syndicalisme révolutionnaire ne peut s'expliquer que comme une réaction violente contre l'utopie socialiste (de laquelle le marxisme s'est finalement montré incapable de se séparer, malgré ses prétentions) ; contre le blanquisme, révolte d'intellectuels aspirant à s'emparer de l'Etat ; contre la démocratie bourgeoise ; enfin contre sa morale hypocritement douce-reuse et son insupportable corruption. Bref, contre la société bourgeoise tout entière, laquelle est fondée essentiellement sur la double hégémonie du négrier et de l'intellectuel.

Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, la France bourgeoise se débat au sein d'une succession de crises qui la secouent rudement : crise du boulangisme (1889) ; scandale de Panama qui voit s'étaler la monstrueuse vénalité des parlementaires opportunistes ; affaire Dreyfus, enfin, que les contemporains se représentent volontiers comme un conflit grandiose entre la monarchie et la république, mais que le recul du temps fera apparaître plus modestement comme la tentative ultime et sans espoir de la caste cléricalo-militariste de disputer le pouvoir à la finance judéo-protestante, la victoire ne pouvant échapper à cette dernière en raison des moyens puissants dont elle dispose pour agir sur l'opinion du pays.

Le marxisme, que Guesde et Lafargue ont introduit en France, est en pleine décomposition, affaibli par la déviation blanquiste dont Marx, aux dires de Bernstein, a lui-même professé quelques-unes des plus grossières erreurs. L'unité socialiste voit s'estomper l'influence de Guesde et s'affirmer, en même temps, la prépondérance des opportunistes Jaurès, Sembat, etc. Millerand, qui courait après un ministère, est bien parti, néanmoins : c'est sa politique qui l'emportera de plus en plus, malgré les apparences.

L'écrasement de la Commune, cependant, n'a procuré à la bourgeoisie qu'une victoire passagère. Les ouvriers, dès 1875, reconstituent des syndicats. Au congrès de Lyon (1878), un délégué se prononce avec éloquence contre la représentation ouvrière au Parlement. Les rencontres suivantes voient s'affirmer avec de plus en plus de force cette tendance et se creuser le fossé entre syndicalistes et socialistes. Un mouvement est en train de naître, qui se dressera bientôt avec vigueur et entrain comme négation violente de la bourgeoisie, de sa démocratie immorale et de ses socialistes impuissants.

ACTION DIRECTE ET VIOLENCE PROLETARIENNE

Au socialisme théorique et utopique il oppose un pragmatisme foncier qui le fait, ainsi que la bourgeoisie conquérante elle-même, se jeter indistinctement « sur tous les débouchés qui s'offrent à lui » (G. Sorel) ; à la morale d'une classe dirigeante déjà repue, fatiguée et gagnée par le désir de jouir en paix, il répond par des coups ; à toutes les tentatives du pouvoir pour séduire, éblouir et corrompre les militants, il répond par l'action directe, le sabotage, la grève ; aux anciens mythes religieux et à l'universalisme tant chrétien que démocratique sont, maintenant, opposés les mythes puissants de la grève générale et de la révolution prolétarienne et un nouveau particularisme ; le syndicalisme révolutionnaire, barbare briseur d'idées, se met uniquement de l'homme abstrait de la civilisation chrétiano-bourgeoise (que celle-ci réduit à n'être rien d'autre qu'une « âme » gratifiée d'un « bulletin de vote ») ; il ne veut connaître que le prolétaire en lutte pour son émancipation. Par-delà la Commune et l'Internationalisme, il rejoint le Proudhon antiintellectualiste de « La guerre et la paix », ce chant à la gloire de la force et de l'héroïsme, et de « La justice dans la Révolution et dans l'Eglise », considérée comme philosophie du travail manuel ; le Proudhon qui affirme que « toute pensée vient de l'action et doit retourner à l'action ». C'est à celui-ci qu'il doit sa morale virile et son antiétatisme intransigeant, tandis que Pelloutier lui donnera ses cadres et son organisation définitive. Le suffrage de la masse est le mode d'expression normal de la démocratie. Mais la masse, du vote de laquelle on prétend faire surgir la raison politique, se compose avant tout d'individus médiocres, aux vues étroites et aux appétits vulgaires, que les élus de la démocratie ont intérêt à ménager ou à exploiter, et l'expérience démontre aisément que ces élus ne font rien pour moraliser ni instruire le peuple ; rien ne les distingue moralement du plus médiocre de leurs électeurs, et le suffrage universel aboutit à la corruption universelle. Le syndicalisme révolutionnaire dénie toute

valeur morale à la démocratie ; son organisation est toute fédéraliste. Par le fédéralisme, la direction de l'action reste aux mains des minorités agissantes, c'est-à-dire d'une sélection de militants formés au cours d'un dur et périlleux combat. Avec lui, les petits syndicats, groupant presque uniquement les hommes d'action sont favorisés au détriment des gros syndicats qui attirent la masse par tous les moyens et que leurs grosses cotisations, leur mutualisme vulgaire et leur budget copieux inclinent vers l'inaction bureaucratique.

Le syndicalisme révolutionnaire apparaît bien comme une création unique, un phénomène inattendu, un bouleversement de toutes les valeurs dans une France qui passe pour être le champion de la démocratie dans le monde. Contradiction tout apparente pourtant. La démocratie politique est l'œuvre de la bourgeoisie. Mais les conditions de la production capitaliste ont provoqué la formation d'une classe nouvelle, le prolétariat, lequel s'est recruté principalement dans la paysannerie et l'artisanat expropriés par la bourgeoisie. Or, si les classes populaires ont pris une part active à la révolution de 89, elles n'y ont vu que le moyen de briser les anciennes servitudes et de saisir la propriété. Née dans les salons littéraires et aristocratiques, la démocratie est restée foncièrement étrangère au peuple. Si paradoxal que cela paraisse, le peuple français n'a pas de tradition démocratique. Et alors il devient clair que si une classe populaire, le prolétariat, se donne une organisation autonome et renonce au secours des intellectuels bourgeois et des politiciens de la démocratie, la base de l'organisation prolétarienne sera tout autre chose que la démocratie : comme le prolétariat s'oppose à la bourgeoisie le fédéralisme prolétarien va se dresser comme la négation violente et absolue de la démocratie bourgeoise. Ce fait capital va peser lourdement sur la vie de la France et de l'Europe entière et sans lui, il est difficile de fournir une explication satisfaisante aux bouleversements politiques, sociaux, et même militaires, qui suivront l'explosion du syndicalisme révolutionnaire.

(A suivre).

La C. G. T. et le virus électoral

Nous sommes habitués à voir les dirigeants de la C.G.T. se livrer à bien des renoncements, à bien des reniements ; leur charlatanisme n'est pas chose nouvelle.

Ayant adhéré sans réserve, sans même l'arrière-pensée d'un quelconque profit pour la cause révolutionnaire à toutes les mesures nécessitées par la guerre impérialiste, ils se sont commis, dans la Résistance, avec les pires soutiens et animateurs de la réaction sociale. Ils ont exploité honteusement, à des fins personnelles, les sentiments résolument antifascistes de la grande masse travailleuse au nom de laquelle, avec le manque de scrupules qui leur est familier, ils se permettent encore de faire entendre leur voix.

Maintenant, plus que jamais, on peut les voir faire un excellent ménage avec les représentants de l'Etat, de l'Armée et de l'Eglise ; M. Saillant, secrétaire confédéral et président du Comité national de la Résistance qui, au temps de Vichy et par opposition à la « Charte du Travail », se faisait le champion de l'indépendance syndicale, méritait alors notre estime. A cette époque, nous aurions dit : le « camarade » Saillant. Mais, aujourd'hui, il appartient à un autre monde que celui des idéalistes attardés dont nous sommes. Bien d'autres, parmi lesquels nous citerons en passant Gazier, Reynaud et consorts, ont suivi le même chemin.

Pour couronner leurs déviations, leurs compromissions successives, ces édiles sont devenus membres de l'Assemblée consultative, au traitement de 15.000 fr. par mois ! Il paraît que leur présence au Palais du Luxembourg permet aux travailleurs syndiqués de peser sur les décisions gouvernementales ! Car les ci-devants militants sont leurs représentants qualifiés.

Mais toutes ces combinaisons malhonnêtes ne suffisent pas à nos « héros » de la Résistance syndicale. Ils ont trouvé mieux que tout cela. L'action syndicale ne s'exercera pas seulement sur les lieux du travail, la grève étant considérée par ces augures comme une arme périmée et interdite : plus de manifestations pour le premier mai ! C'est aux élections que la vieille maison syndicale engage les militants à participer : comme candidats « syndicalistes ».

Aujourd'hui, c'est dans les assemblées municipales que le mouvement syndical

parle de commencer à se disputer les sièges. Et, demain, pourquoi pas au sein du Parlement ? C'est le premier pas qui coûte.

Si les militants de la base se laissent entraîner aussi bien dans ce sillage boueux de la légalité, sur quoi pourrait-on encore appuyer des espoirs en une révolution sociale ? Par voie syndicale, il est aisé, pour qui le veut bien, d'éduquer, d'élever moralement et intellectuellement les travailleurs de leur faire prendre conscience de leur situation d'exploités et de faire passer dans leurs rangs le souffle de la révolte salvatrice. Et on les invite, au contraire, à prendre part à la manifestation la plus symbolique de leur assujettissement économique et social, à participer activement aux luttes électorales.

D'aucuns nous diront que cela peut se défendre et que le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme traditionnel est d'un autre âge et le taxeront même de romantique. Et bien ! non, messieurs les ministrables de la C.G.T. Le syndicalisme révolutionnaire n'est pas mort. Le souffle de la révolte n'est pas éteint, et la foi en l'efficacité de l'« action directe » du salariat contre le patronat n'est pas morte ! Des grèves récentes sont venues le prouver.

La classe ouvrière, pour aussi malléable qu'elle vous paraisse, n'est pas dépourvue de toute velléité d'action, ni gagnée par la corruption qui est la vôtre. C'est dans les institutions d'un régime ignoble et chancelant auquel vous devriez donner le coup de grâce que vous l'invitez à s'enliser. Après avoir acquis, par le jeu de ces institutions, un confort matériel dont vous êtes esclaves dans cette société bourgeoise et décadente, vous invitez l'humble militant à vous suivre et à se traîner dans la fange.

Nous, nous n'avons pas le culte des morts, ni celui de la tradition ; cependant l'analyse des événements nous ramène invariablement aux principes initiaux du syndicalisme révolutionnaire, cet anarcho-syndicalisme inauguré par les Pelloutier, les Pouget, les Grifuelhes et autres militants valeureux qui devraient être vos maîtres spirituels, mais dont vous êtes indignes.

La succession des événements peut faire varier l'action dans ses formes, mais non au point de lui faire perdre son caractère initial et de la détourner de ses buts. L'esprit de la Charte d'Amiens est totalement étranger à vos délibérations, mais il demeure néanmoins le leitmotiv d'un grand nombre de syndicalistes sincères et actifs.

La disparition des injustices propres à un régime qui doit être détruit ne sera pas l'œuvre de vos délégations embourbées dans les assemblées politiques et parlementaires. Elle ne pourra être que la conséquence d'une action effective des masses travailleuses qui, passant outre à vos avis, à vos mots d'ordre et à vos appels à la soumission, feront intervenir dans la balance tout le poids de leur puissance créatrice. C'est par l'appropriation pure et simple de tous les moyens de production et par la suppression complète des institutions dans lesquelles vous vous complaissez que le peuple brisera ses chaînes.

L'effort sera sans doute plus rude, mais combien plus fécond.

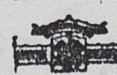
jeune Lorne, du syndicat des électriciens. Il y eut de nombreux blessés de part et d'autre. Nous pouvons dire que ce fut une victoire pour la classe ouvrière, car c'est grâce à l'énergie qu'elle montra ce jour-là qu'elle obtint la journée de huit heures.

Les autres premiers mai furent plutôt ternes jusqu'en 1936 où les politiciens marrons du Front populaire endormirent une fois de plus la classe ouvrière qui venait de faire son unité.

Il ne fallait pas gêner les élections et assurer le succès des candidats du Front populaire en ballottage. C'est pourquoi cette grève ne fut que figurative et que l'on vit certaines administrations autoriser les fonctionnaires à chômer en demandant une permission. Drôle de façon de revendiquer ses droits.

Puis vinrent les premiers mai de guerre qui, sous l'égide de Pétain, furent déclarés « fêtes du travail ».

Nous voici au premier mai 1945. Que sera celui-ci ? Espérons, sans trop y croire, que, cette année, les ouvriers se ressaisiront et seront tous solidaires dans la lutte qui les conduira à l'avènement d'une société nouvelle et à l'affranchissement total du prolétariat.



Imprimerie Spéciale du LIBERTAIRE, exécuté par un groupe d'Ouvriers syndiqués.

Le 1^{er} Mai : Jour de revendications et de lutte (Suite de la 1^{re} page, 1^{re} colonne)

C'est pour commémorer ces événements que, en 1889, au congrès international réuni à Paris, les associations ouvrières décidèrent d'une date fixe annuelle où, dans le monde entier, les prolétaires exprimeraient leurs revendications en cessant le travail et en manifestant. Le jour choisi fut le premier mai.

En France, le premier mai le plus marquant fut d'abord celui de 1890, à Vienne. Les camarades anarchistes qui étaient à la tête du syndicat du Textile décidèrent de donner à ce jour un caractère vraiment revendicatif. A la sortie du meeting où notre camarade Louise Michel avait pris la parole, des collisions se produisirent entre manifestants et policiers. La foule ouvrière se porta sur le quartier des usines et ce fut l'assaut des magasins de drap de la fabrique Brocard : le magasin fut envahi et les tissus de drap furent attribués à ceux qui n'avaient pas de quoi s'habiller. Par la suite, le camarade Pierre Martin, qui revendiqua pour lui seul toutes les responsabilités, fut condamné à trois ans de prison.

En 1891, à Clichy, il y eut une grande manifestation de rue où la police fit encore des siennes en tapant à tour de bras sur les hommes et les femmes ; une quinzaine de compagnons entrèrent dans un café, mais celui-ci fut envahi par les agents et la bagarre continua. Les uns se défendirent avec des revolvers, les autres avec leurs couteaux ou des tabourets. Trois ouvriers blessés tombèrent au pouvoir des agents et passèrent en jugement quatre mois après. Léveillé fut acquitté ; Dardare condamné à trois ans de prison et Descamps à cinq ans.

Le même jour, ce fut la fusillade de Fourmies. Les ouvriers d'une usine importante étaient en grève depuis le mois d'août. Dans la matinée, les grévistes tinrent une réunion pour inviter une autre usine à cesser le travail ; ils s'y dirigèrent et se trouvèrent en face d'un peloton de gendarmerie qui les chargea immédiatement et huit ouvriers furent arrêtés. La colère gronda dans la ville et une foule houleuse marcha sur la mairie pour réclamer les prisonniers. Mais un bataillon du 145^e de ligne retint les manifestants. Tout se serait bien passé si une brute, le commandant Chapuis, perdant la tête, n'avait commandé le feu.

Cette tuerie fit 10 morts et plus de 80 personnes furent blessées.

En 1906, la C.G.T. prit nettement position en déclarant :

« A partir du premier mai 1906, nous ne travaillerons que huit heures par jour. »

Ce fut, pour la bourgeoisie, une véritable panique ; les magasins d'alimentation furent dévalisés par les consommateurs effrayés et Paris fut en partie déserté. Ceux qui ne purent partir se terrèrent dans leurs caves. Le gouvernement procéda à l'arrestation de nombreux militants, ce qui n'empêcha pas que la grève fut totale et que la classe ouvrière manifesta dans la rue. Là aussi il fut déploré des collisions sanglantes. Mais le sort en était jeté : le premier mai, chaque année, devait être le jour symbolique de la lutte de classe et non « fête du travail », comme certains, fatigués veulent nous le faire entendre. Le syndicalisme de cette époque affirmait sa tendance révolutionnaire et sa méfiance contre les endormeurs de la politique, ainsi qu'en témoigne la charte d'Amiens, qui date de la même année.

Jusqu'à 1914, nous assistons à des premiers mai nettement lutte de classe, puis ce fut le reniement des responsables de la C.G.T. qui, pendant cinq ans, se sont vautrés dans la démagogie nationaliste ; ensuite, ce fut le premier mai 1919. Il fut, en France et à Paris en particulier, le plus puissant. On peut dire que le chômage fut total. La guerre qui venait de se terminer avait laissé dans le cœur du prolétariat des ferment de colère et de haine contre la guerre et ses responsables. Le syndicalisme, grâce à une minorité agissante, groupait sous son égide la volonté des travailleurs en révolte.

Le gouvernement du fameux Clemenceau ayant interdit toute manifestation sur la voie publique, les travailleurs déferlèrent néanmoins en flots compacts à travers les rangs des soldats avec lesquels ils fraternisaient. De la Madeleine à la Concorde, les manifestants se battirent avec les fameuses brigades centrales. Rues Louis-le-Grand et de la Michodière, les agents et les gardes se ruèrent sauvagement sur les manifestants armés de sabre et de matraque. Des coups de revolver furent tirés. C'est là que fut tué le